

Eloge du dialogue

Que dire face au fanatisme ?

Que faire face au mensonge ?

L'AGPM a fait le choix du dialogue, notamment en

invitant FNE à débattre

sur le maïs de demain lors de son Assemblée Générale.

Mais que dire de cette bande d'hurluberlus agressifs, résolument hermétiques aux débats et ne cherchant qu'à choquer et produire des images pour s'en gargariser ensuite ?

Ces « faucheurs volontaires », aux méthodes violentes et pitoyables n'ont décidément pas leur place aux tables de discussions. Alors chers gouvernants, chers médias, cessez de leur donner la parole !

Le chiffre du mois

+ 500 000 ha de maïs en France dans 10 ans. Ce chiffre pourrait être atteint grâce à une maïsiculture sur-mesure.

MARCHÉS

L'UE, 1^{ER} IMPORTATEUR MONDIAL ?

Les niveaux d'importations sur l'Union Européenne explosent en ce début de campagne 2017/18. En effet, entre le 1^{er} juillet et le 21 novembre 2017, 5,5 Millions de tonnes de maïs ont été importées, soit 64 % de plus que l'an passé durant la même période. L'UE, structurellement déficitaire en maïs, risquerait bien de devenir cette année le plus gros importateur mondial de maïs, devant le Mexique et le Japon.

Un rythme d'importations particulièrement élevé pour un début de campagne ...

La Commission Européenne anticipe dans son bilan 15 millions de tonnes d'importations pour la campagne 2017/18 et pour le CIC, elles pourraient même atteindre 16,6 millions. Cela se traduit donc, très concrètement, par un rythme particulièrement élevé en ce début de campagne. En effet, depuis le 1^{er} juillet dernier, les volumes importés dans l'UE dépassent, de plus de 100 Kt en moyenne chaque semaine les volumes hebdomadaires importés l'an passé. De plus, en observant les dynamiques d'importations des deux précédentes campagnes, on constate une augmentation des niveaux d'importations (au-delà des 200 Kt/semaine) à partir de la fin du mois d'octobre ou bien au mois de novembre seulement, coïncidant ainsi avec l'arrivée de la récolte de l'hémisphère nord et ukrainienne en particulier. Cette année, les niveaux d'importations ont largement dépassé les 200 Kt, voire les 300 Kt dès le mois de juillet !

... expliqué par des récoltes brésiliennes pléthoriques et un euro fort

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette hausse des importations. Regardons en premier lieu les origines des importations cumulées au 21 novembre : 57% de maïs d'origine brésilienne et 26% d'origine Ukrainienne. Observons ensuite les évolutions du taux de change : un euro en progression face au dollar, tendance qui ne fait que s'accroître depuis le début de l'année ! En dernier lieu, prenons en compte l'évolution des prix du maïs sur le marché international : des prix qui dégringolent depuis cet été. Si ces facteurs ne sont pas indépendants les uns des autres, force est de constater qu'ils sont tous les trois largement favorables aux importations de maïs dans l'UE. Si sur ces

dernières années, l'Ukraine domine largement les importations, elle fait face cette année à un concurrent de taille : le Brésil et ses 100 millions de tonnes de production ! Avec une telle récolte, le pays dégage un disponible exportable supplémentaire de 22 Mt par rapport à l'an passé, dont une partie est bien-sûr destinée aux principaux importateurs européens que sont l'Espagne et le nord de l'UE. Grâce à sa récolte réalisée pendant l'été européen, donc en fin de campagne hémisphère Nord, le Brésil peut concurrencer l'Ukraine en retard dans ses récoltes. Avec des prix mondiaux en chute depuis cet été, les prix à l'importation sont extrêmement compétitifs, et restent attractifs pour les importateurs malgré les droits de douane. Enfin, l'évolution du taux de change joue en faveur des importations, en abaissant mécaniquement les prix à l'importation, et ce au détriment des origines UE.

Reste maintenant à savoir si ce rythme d'importation sera maintenu sur la seconde partie de la campagne et si l'Ukraine prendra le relais du Brésil dans les prochains mois, concurrençant ainsi l'origine française sur ses marchés traditionnels.

LA PAC EN DANGER

La Commission européenne a publié ce 29 novembre sa communication sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture européenne, dessinant les contours de la prochaine PAC. Une communication qui marque le début d'un long processus décisionnel au cours duquel l'A.G.P.M et la C.E.P.M feront entendre la voix des maïsiculteurs français et européens.

27 politiques agricoles ?

Même si la Commission s'évertue à rappeler le caractère commun, et par conséquent européen de la future politique agricole et de l'alimentation, la volonté affichée de laisser plus de souplesse aux États-membres dans le cadre de la subsidiarité constitue une véritable menace pour l'unité de l'agriculture européenne, qui doit pourtant « faire face aux mêmes défis » sur l'ensemble du territoire.

La Commission envisage en effet dans cette 1^{ère} communication une nouvelle approche, basée sur des plans stratégiques nationaux qui incluraient les mesures du premier et du second pilier. La politique européenne fixerait un cadre d'intervention, des objectifs et des exigences essentielles, et approuverait les

plans, à l'image de la procédure actuelle pour le second pilier.

Pire, la Commission européenne n'exclut pas que les aides du 1^{er} pilier puissent être cofinancées par les États-membres. De là à fusionner les 2 piliers de la PAC, dont les actions et budgets affectés seraient laissés à la discrétion des États-membres, il n'y a qu'un pas... que la Commission ne franchit pas pour le moment.

Une approche contraire aux fondements même de la construction de l'UE et de la PAC, qui reste, faut-il le rappeler, la seule politique intégrée de l'UE. Un tel projet, qui laisserait ainsi une très large latitude aux États-membres, se traduirait ainsi par la mise en œuvre de 27 politiques agricoles nationales, l'UE définissant les grands contours et mutualisant les ressources budgétaires entre les États. Plus grave, cela traduit surtout l'absence d'un vrai projet agricole pour l'Union Européenne !

L'A.G.P.M et la C.E.P.M réaffirment la nécessité de conserver une politique réellement commune, laissant un minimum de subsidiarité aux États-membres, en particulier au sein du 1^{er} pilier.

Un objectif de simplification

La Commission justifie ce changement d'approche par la nécessité de simplifier les règles de la PAC et les contrôles. Moins légiférer au niveau européen rapprocherait la PAC du citoyen. L'A.G.P.M ne peut que partager l'objectif de simplification, qui rappelons-le était déjà un des objectifs majeurs de la Commission lors de sa 1^{ère} communication sur la PAC post 2013 avec le succès que l'on sait ...

Il s'agit en particulier de porter un effort de simplification sur la question environnementale au sein du 1^{er} pilier. L'A.G.P.M est favorable à cet objectif qui mérite à ce stade d'être clarifier, la Commission proposant une nouvelle approche « plus ambitieuse mais néanmoins plus flexible ». L'A.G.P.M restera force de proposition sur ces questions, dans l'objectif de concilier production de maïs, revenu des producteurs et bonnes pratiques agronomiques.

ECHOS DU CONGRÈS DU MAÏS

Près de 700 personnes se sont réunies à Toulouse les 22 et 23 novembre pour le Congrès du maïs. Ce rassemblement de la filière maïs qui regroupe 6 assemblées (Irrigants de France, AGPM Maïs semence, section maïs de l'UFS, AGPM, Anciens du maïs et FNPSMS) s'est résolument engagé vers l'innovation, pour un maïs compétitif et citoyen. Assemblées connectées, avec une participation active des congressistes grâce à l'interactivité, apport du numérique dans l'agriculture, lancement (en avant-première) de l'application Maïs Connection, la modernité a été le véritable fil rouge du Congrès.

Vers une agriculture connectée

L'Assemblée Générale d'Irrigants de France, qui ouvrait ce congrès est rentrée dans le vif du sujet avec le thème de l'irrigation connectée. Les experts d'Arvalis et de météo France ont dessiné les contours de l'irrigation de demain qui intégrera des prévisions météorologiques

de plus en plus fines et la valorisation du Big Data au service d'une meilleure efficacité de l'eau.

Dans la même optique, l'Assemblée Générale AGPM Maïs semence a dressé le champ des possibles de l'agriculture digitale pour les grandes cultures et plus spécifiquement pour le maïs semences. Mais les difficultés de la conjoncture et la nécessaire répartition de la valeur entre obtenteurs et agriculteurs sont restées au cœur des débats des producteurs de maïs semence mis en difficulté par des cours du maïs bas et des surfaces de production en baisse.

Regagner des hectares

L'AGPM a inscrit son assemblée générale dans une modernité au service d'une production ambitieuse, prête à regagner des surfaces dans des territoires où elle avait progressivement disparu. Pour les experts intervenant (Bruno Bertheloz, Directeur de Pioneer Semence France et Gilles Espagnol, responsable du maïs chez Arvalis), l'avenir du maïs passera par une maïsiculture sur-mesure pour assurer une meilleure durabilité économique et environnementale. Mais l'acceptabilité de la culture reste un enjeu majeur et le Vice-Président de FNE, Jean-Claude Béviillard, en charge de l'Agriculture, a rappelé les sujets sensibles comme l'irrigation et la monoculture. Même si les résultats sont là (efficacité de l'eau et durabilité de la monoculture), l'acceptabilité ne l'est pas encore et il faudra dialoguer pour construire l'avenir du maïs citoyen. Les congressistes n'ont pu d'ailleurs que déplorer l'attitude d'un groupuscule de faucheurs venus saccager et perturber leurs travaux. Pour Luc Ferry, écrivain et philosophe, qu'elle soit décriée ou encensée, l'innovation est au cœur du problème et de la solution.

Cette question de l'innovation était également au centre de l'assemblée de la FNPSMS (interprofession des semences de maïs et de sorgho) dont la problématique était : comment la France peut-elle garder son leadership en matière de production de semences de maïs ? Comment accéder aux moyens de production modernes et aux biotechnologies par exemple, alors que des opposants se nourrissent des peurs alimentaires et fustigent toute innovation dans ce domaine comme l'a montré le journaliste Gilles Rivière-Wekstein ? Faisant le constat que nous ne sommes qu'au début d'une vague d'innovations qui se mondialise et s'éloigne du continent européen, l'essayiste Robin Rivaton a montré que la filière n'avait pas d'autre choix que d'innover encore plus. Le monde est aujourd'hui pris en tenaille entre deux modèles très différents : celui de la Chine et celui des États-Unis. Un modèle d'innovation alternatif, plus responsable et éthique est nécessaire et peut trouver écho en Europe et à l'Est, en Afrique ou encore au Moyen-Orient.

De grandes attentes exprimées

Accès à l'eau, aux phytos, aux biotechnologies, bio-contrôle, PAC... Les attentes des producteurs sont grandes et ont été largement exprimées par Daniel Peyraube, Président de l'AGPM et de Maiz'Europ' aux côtés de Christiane Lambert, Présidente de la FNSEA qui en a appelé à dédramatiser les phytos et à passer un contrat de solutions pragmatique en la matière.

MAÏS CONNECTION : L'APPLICATION DES PRODUCTEURS DE MAÏS

Sur votre smartphone ou votre tablette, gardez l'essentiel des informations maïs dans la poche grâce à cette nouvelle application lancée par l'AGPM. Simple d'utilisation et disponible sur IOS et Androïde, Maïs Connection permet d'accéder aux cours du maïs aux niveaux français et européens, d'identifier rapidement les principales solutions contre les ravageurs du maïs, de suivre l'actualité de l'AGPM, d'entrer dans la démarche de certification, de se mobiliser autour de la culture grâce à des sondages et des données clés (les idées claires) et enfin, d'accéder aux principales actualités de l'AGPM. A télécharger de toute urgence si vous êtes producteur de maïs.



GLYPHOSATE : L'INACCEPTABLE POSITION DE LA FRANCE

Après de longs mois de débats, l'Union Européenne a voté le 27 novembre dernier le renouvellement de l'autorisation du glyphosate pour 5 ans. Un délai trop court en l'absence de solutions de remplacement aussi économiques et efficaces et surtout infondé. N'oublions pas en effet que l'EFA a réfuté le caractère cancérigène de l'herbicide.

Comme elle l'avait annoncé, la France a voté contre ce renouvellement. Mais le plus choquant reste la déclaration du Président Macron, décidant d'écourter l'autorisation à 3 ans maximum. Cette décision franco-française met à mal la crédibilité de l'Europe, que notre Président dit pourtant vouloir relancer, et sacrifie l'Agriculture au profit d'une minorité visible et bruyante ainsi encouragée à nuire. Il nous faut expliquer que l'agriculture n'est pas la seule perdante et que le consommateur se nourrit déjà d'aliments issus de modes de production que le citoyen refuse ? La suppression du glyphosate ne fera qu'aggraver ce décalage.

BILAN FRANÇAIS DU MAÏS

Ressources et utilisations AU 1^{er} OCTOBRE 2017
CAMPAGNE 2017/2018

FRANCEAGRIMER 1 000 T	situation au 01/10/17	situation au 01/10/16	100 = 01/10/16
Stocks collecteurs agréés	783,3	1 058,1	74,0
Collecte	1 402,8	1 078,9	130,0
Importations	100,8	78,4	128,6
Amidonnerie	757,0	196,0	x 3,86
Semoulerie	64,0	32,0	x 2,0
Exportations	967,8	1 351,4	71,6
Dt UE	923,3	1 226,2	75,3
Pays tiers	44,5	125,2	35,5

Utilisations des céréales par les fabricants
d'aliments du bétail au 1^{er} OCTOBRE 2017
CAMPAGNE 2017/2018

FRANCEAGRIMER 1 000 T	situation au 01/10/17	situation au 01/10/16	100 = 01/10/16
Blé tendre	1 379,6	1 404,3	98,2
Orge	399,1	317,0	125,9
Maïs	526,2	553,2	95,1
Autres céréales	141,6	140,5	100,8
TOTAL	2 446,5	2 415,0	101,3

PRIX DU MAÏS FRANÇAIS €/T

Prix base juillet	OCTOBRE 2017	OCTOBRE 2016
Rendu Bordeaux	144,12	156,50
Départ Eure-et-Loir	144,00	158,87
Majorations mensuelles	2,79	2,79